



Mandat privé de rendement mondial Dynamique

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour la période close le 30 juin 2024

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient les principales données financières du Fonds, mais ne contient pas ses états financiers annuels complets. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186 (sans frais), en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 40 Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Mandat privé de rendement mondial Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans

chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à procurer un certain revenu et une plus-value du capital à long terme en investissant surtout dans un portefeuille diversifié de titres de participation axés sur le revenu et de titres à revenu fixe du monde entier.

Le conseiller en valeurs cherche à diversifier le portefeuille par style de placement, secteur, région, capitalisation et solvabilité en attribuant différentes portions du portefeuille à des gestionnaires de portefeuille liés au gestionnaire.

Le conseiller en valeurs surveille l'ensemble du portefeuille et, à sa seule appréciation, il peut modifier l'attribution faite aux différents gestionnaires de portefeuille en fonction de divers

facteurs, notamment la concentration géographique, le style de placement, la relation entre les répartitions, les analyses de titres et le risque rajusté en fonction du rendement.

Le conseiller en valeurs peut choisir d'investir notamment dans les catégories d'actifs suivantes : actions ordinaires productrices de dividendes ou actions ordinaires qui, selon les gestionnaires de portefeuille, devraient produire un dividende, actions privilégiées et actions privilégiées convertibles, titres de fiducies de placement, autres titres de participation à rendement élevé, titres de fiducies de placement immobilier (FPI) du monde entier, obligations de sociétés de premier ordre (qui ont habituellement une note de BBB (faible), Baa3 ou BBB- ou une note plus élevée attribuée par une agence de notation nord-américaine reconnue), obligations convertibles, titres de créance à rendement élevé dont la note est inférieure à BBB- et titres de créance non cotés et obligations gouvernementales.

L'objectif et les stratégies de placement du Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 30 juin 2024 (la « période »), les parts de série A du Fonds ont généré un rendement total de 11,7 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui ne comporte ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation et les autres charges imputables à chaque série. Voir la rubrique « Rendement passé » pour le rendement des autres séries du Fonds.

Les indices de référence généraux du Fonds, soit l'indice composé S&P/TSX et l'indice obligataire universel FTSE Canada, ont enregistré des rendements respectifs de 12,1 % et de 3,7 % au cours de la même période. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

Au cours de la même période, l'indice de référence mixte du Fonds, composé à 20 % de l'indice composé S&P/TSX, à 20 % de l'indice Solactive GBS Developed Markets Large & Mid Cap (en CAD), à 20 % de l'indice S&P 500 (en CAD) et à 40 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada, a dégagé un rendement de 14,2 %. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus fidèlement les secteurs du marché et/ou les classes d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile au rendement du Fonds.

Le Fonds a une répartition de l'actif à long terme de 60 % en actions et de 40 % en obligations. Le Fonds a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence mixte au cours de la période, principalement en raison du Canadian Equity Income et du North American Dividend, qui ont tous deux généré des rendements positifs, mais qui ont pesé sur le rendement global.

Le marché des actions canadien a clôturé la période de 12 mois en territoire positif, l'indice composé S&P/TSX ayant affiché un rendement de 12,1 %. Au cours du premier semestre de 2024, la Banque du Canada (la « BdC ») est devenue la première banque centrale du Groupe des Sept à offrir un allègement de taux, grâce à une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt, qui sont passés de 5,00 % à 4,75 %.

L'inflation demeure supérieure au taux cible de 2 %; les dernières données sur l'inflation ont été de 2,9 % en mai 2024. Le gouverneur de la BdC, M. Macklem, admet que l'inflation reste supérieure à l'objectif de 2 %, mais il note que l'inflation a diminué de manière constante au cours de l'année et que les indicateurs actuels indiquent une détente durable des prix à la consommation et que « la politique monétaire n'a plus besoin d'être aussi restrictive ». Après avoir entamé un cycle historique de hausses pour lutter contre l'inflation en mars 2022, marquer un changement significatif dans la politique monétaire en 2024 pourrait ouvrir la porte à de nouvelles réductions dans les mois à venir.

Au cours de la période, les marchés des actions ont généré des rendements à deux chiffres, tandis que la croissance du PIB est demeurée relativement stable, sauf au premier trimestre de 2024 où la croissance annualisée a été de 1,7 %. Le secteur manufacturier reste un point sensible puisqu'il s'est à nouveau contracté en juin, marquant ainsi sa 14^e contraction mensuelle consécutive. Le secteur a continué d'être affecté par la faiblesse des nouvelles commandes et de la production. La baisse des taux d'intérêt et les réductions futures prévues devraient stimuler la croissance du PIB, car elles inciteront probablement les entreprises à investir davantage et favoriseront les consommateurs, car elles pourraient réduire les paiements hypothécaires et augmenter le revenu disponible potentiel.

Huit des 11 secteurs GICS (Global Industry Classification Standard) affichent des rendements positifs au cours de la période de 12 mois. Les secteurs les plus performants ont été l'énergie, la consommation de base et la finance. Les secteurs les moins performants ont été les services de communication, les services aux collectivités et l'immobilier.

Au cours de la période, le dollar canadien s'est renforcé par rapport au yen japonais et s'est affaibli par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro.

La stratégie Actions canadiennes productives de revenu a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice, principalement en raison d'une sous-exposition aux secteurs qui ont affiché un rendement supérieur au cours de la période, notamment l'énergie, les technologies de l'information et la consommation de base.

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période de 12 mois, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant enregistré un rendement de 24,2 %. Les marchés des actions ont généré des

rendements à deux chiffres, l'inflation a reculé et l'économie mondiale est demeurée stagnante (croissance lente). Ceci a attiré l'attention des banques centrales sur la probabilité et l'ampleur des réductions de taux d'intérêt.

La Banque du Canada (la « BdC ») a été la première banque centrale du Groupe des Sept à offrir un allègement des taux d'intérêt avec une baisse de 25 points de base. La Banque centrale européenne (BCE) a également procédé à une réduction de 25 points de base. Les deux banques centrales ont indiqué qu'il était possible de procéder à d'autres réductions même si l'inflation demeure supérieure à leurs cibles parce qu'elles s'attendent à ce que l'inflation continue de diminuer.

La Réserve fédérale américaine (la « Fed ») a adopté une approche attentiste en matière de réduction des taux d'intérêt. Cette position repose sur le fait que l'inflation reste résolument supérieure au taux d'inflation cible de 2 % fixé par la Fed. En mai, le taux d'inflation a atteint 3,3 %. La Fed recherche un équilibre entre le risque d'une baisse trop précoce des taux et la persistance de l'inflation. Le président de la Fed, M. Powell, a mentionné qu'ils peuvent prendre leur temps pour réduire les taux d'intérêt tant que le marché du travail demeure vigoureux.

Ironiquement, la Banque du Japon a relevé ses taux d'intérêt de -0,1 % à +0,1 %, mettant ainsi fin à une période de huit ans de taux d'intérêt négatifs. L'économie japonaise, qui a été confrontée à des pressions déflationnistes pendant une longue période, voit maintenant apparaître des signes d'une inflation saine au cours des derniers mois.

Ce contexte de taux d'intérêt élevés a réussi à freiner l'inflation, mais a entraîné une croissance économique stagnante dans la plupart des régions du monde. Au deuxième semestre, les banques centrales prendront probablement des mesures plus décisives pour réduire les taux d'intérêt afin d'éviter une contraction économique.

Dix des 11 secteurs GICS (Global Industry Classification Standard) ont affiché des rendements positifs sur la période de 12 mois, les technologies de l'information, les services de communication et la finance étant ceux qui ont le plus contribué aux rendements de l'indice. Les secteurs les moins performants étaient l'immobilier, les consommations de base et les services aux collectivités.

Les composantes actions mondiales du Fonds ont toutes généré des rendements positifs solides, mais la stratégie Actions nord-américaines avec dividendes a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence. Cette stratégie consiste principalement à investir dans des titres d'actions axés sur la valeur et la qualité, qui ont tous deux affiché un rendement inférieur à celui du marché en général au cours de la période. La sous-performance est également attribuable à la sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information, la stratégie ayant sous-pondéré ce secteur plus tôt au cours de la période. De plus, la sélection des titres dans le secteur des services aux collectivités a posé problème, car les titres axés sur l'énergie renouvelable de la stratégie ont pesé sur le rendement au cours de la période. La stratégie de dividendes mondiale a produit des rendements positifs et a affiché un rendement supérieur à celui de

son indice de référence au cours de la période. Le revenu tiré des actions internationales a également affiché un bon rendement, affichant des rendements positifs et surpassant l'indice de référence au cours de la période.

Le marché des obligations canadiennes, représenté par l'indice obligataire universel FTSE Canada, a terminé en hausse de 3,7 % pour la période de 12 mois close le 30 juin 2024, tandis que les banques centrales ont interrompu leurs cycles de hausse et ont commencé à inverser la tendance. Le rendement des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans a atteint son niveau le plus élevé en 16 ans en octobre, avant de baisser en fin d'année. L'année 2024 a vu le rendement sur 10 ans progresser avant de chuter suite à l'action des banques centrales en juin. Au cours de la période, la Banque du Canada (la « BdC ») a relevé son taux d'intérêt de 25 points de base (« pdb ») en juillet, puis a suspendu les hausses de taux pendant près de douze mois avant d'annoncer une réduction de 25 pdb au début du mois de juin 2024. Il s'agissait de la première baisse de taux par la BdC en quatre ans. Aux États-Unis, le rendement du Trésor sur 10 ans a également suivi une tendance à la hausse jusqu'en octobre, avant de chuter brutalement. La Réserve fédérale a relevé ses taux une fois en juillet, puis a maintenu son taux directeur à 5,25-5,50 % pour le reste de la période.

Les écarts de taux des obligations de catégorie investissement et des obligations à rendement élevé, mesurés par les indices d'écarts corrigés en fonction des options ICE BofA Canadian Corporate et ICE BofA U.S. Corporate, se sont redressés au début de la période avant de s'élargir en octobre pendant la crise au Moyen-Orient. Les écarts se sont ensuite resserrés de novembre à la fin de l'exercice.

La répartition des titres à revenu fixe au sein de la réserve a généré des rendements absolus positifs et a affiché un rendement supérieur à celui de l'indice des obligations de l'univers FTSE au cours de la période.

La stratégie active d'obligations de base a affiché un rendement semblable à celui de l'indice de référence pour la période. Une pondération plus importante du crédit que celle de l'indice de référence a contribué au rendement, les obligations de société ayant affiché un rendement supérieur à celui des obligations d'État au cours de la période. Une durée financière courte aurait été un facteur négatif au quatrième trimestre, car les rendements ont nettement baissé de septembre à décembre. Cette position courte aurait joué un rôle en 2024 lorsque les rendements ont augmenté jusqu'en avril, lorsque la durée financière a été ramenée à un niveau neutre. Nous nous attendions à une baisse de la courbe des taux jusqu'à la fin de 2023, ce qui s'est avéré être un facteur négatif lorsque la courbe des taux s'est accentuée. La durée financière de la stratégie a été gérée activement au cours de la période. La durée financière du Fonds était courte au quatrième trimestre avant de passer à une position neutre en janvier. La durée financière a de nouveau été raccourcie et ramenée à un niveau plus neutre par rapport à l'indice de référence vers la fin de l'exercice. La stratégie maintient une surpondération du crédit par rapport à l'indice de référence, bien qu'elle ait été réduite depuis le début de la période, car nous avons pris quelques bénéfices. Des couvertures de crédit ont été appliquées au début de l'année 2024 sur une base tactique, car il y a eu quelques

périodes où les écarts étaient plus faibles et où les marchés des actions étaient volatils. Ces couvertures ont été supprimées à la fin de l'exercice.

La stratégie tactique d'obligations a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence au cours de la période. La durée financière plus courte que celle de l'indice de référence a été un détracteur lorsque les rendements ont baissé en octobre et en novembre, mais a été un contributeur en 2024 lorsque ceux-ci ont augmenté. La surpondération de la durée financière américaine en octobre a été un détracteur lorsque les États-Unis se sont considérablement vendus et un contributeur au début de 2024. La position longue de la stratégie sur le CDX en décembre a pesé sur le rendement en raison de la compression des écarts de crédit. La pondération des titres provinciaux a été ramenée de 26 % à 19 % en août, le mois de septembre étant historiquement plus volatil dans ce secteur. La protection CDX a été retirée en octobre et a été progressivement réintégrée, les écarts s'étant resserrés à la fin de l'année. La durée financière a été gérée activement au cours de la période, restant courte au troisième trimestre avant d'être portée au-dessus de l'indice de référence pour la première fois en un an en octobre. Après une gestion active en 2024, la durée financière a été ramenée à un niveau neutre vers la fin de la période, en raison de l'incertitude entourant les élections américaines. La stratégie reste positionnée pour une accentuation de la courbe des taux.

Les stratégies actives de crédit Dynamique ont affiché un rendement supérieur à l'indice de référence mixte pour la période. Le rendement relatif du Fonds a été favorisé par une durée financière inférieure à celle de l'indice de référence et par la sélection des titres de créance. Aucun changement majeur n'a été apporté à la stratégie du portefeuille au cours de la période de présentation de l'information financière. La préférence de la stratégie pour la qualité et la sous-pondération des crédits moins bien notés ont contribué au rendement, les écarts s'étant contractés au cours de la deuxième partie de la période. Le rendement positif du Fonds est attribuable à la surpondération des secteurs qui ont prospéré dans un contexte inflationniste. Les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière ont été favorisés en raison de l'harmonisation avec les parties prenantes, des solides profils de bénéfices et des efforts visant à réduire la dette au moyen de flux de trésorerie disponibles. En revanche, le Fonds a réduit son exposition aux émetteurs cycliques et aux secteurs de la consommation discrétionnaire dont les bénéfices ont diminué. Les fluctuations des taux de change n'ont pas eu d'impact sur le rendement global, étant donné que la société couvre intégralement son exposition au risque de change. À la fin de la période de présentation de l'information financière par le rapport, le rendement à l'échéance s'élevait à 6,05 %, tandis que la durée financière du taux d'intérêt était de 4,87 ans.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 2,0 milliards de dollars au 30 juin 2023 à 2,2 milliards de dollars au 30 juin 2024. Cette variation s'explique par des gains sur les placements de 245,9 millions de dollars, par des distributions en trésorerie de 11,9 millions de dollars et par des rachats nets de 62,0 millions de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre.

Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements productifs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples

renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Pour la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 71 000 \$ à des courtiers liés.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de quatre membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter et Jennifer L. Witterick – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis d'une manière jugée juste et raisonnable par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Avant le 1^{er} novembre 2021, les membres du CEI recevaient aussi des jetons de présence pour chacune de leurs participations à une réunion du CEI. Les frais du CEI peuvent inclure des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;

- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds (\$)¹)

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					Actif net, à la clôture de la période¹)	
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités²)	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en Remboursement capital	Total des distributions³)		
Série A												
30 juin 2024	10,49	0,32	(0,23)	0,39	0,73	1,21	–	(0,10)	–	(0,30)	(0,40)	11,29
30 juin 2023	9,91	0,31	(0,22)	0,10	0,79	0,98	–	(0,07)	–	(0,33)	(0,40)	10,49
30 juin 2022	11,22	0,27	(0,24)	0,13	(1,14)	(0,98)	–	(0,04)	(0,40)	–	(0,44)	9,91
30 juin 2021	10,41	0,24	(0,24)	0,59	0,62	1,21	–	–	–	(0,40)	(0,40)	11,22
30 juin 2020*	10,73	0,20	(0,23)	(0,16)	0,11	(0,08)	–	(0,02)	(0,22)	(0,16)	(0,40)	10,41
* Les parts de série A ont été lancées le 30 octobre 2018.												
Série F												
30 juin 2024	12,03	0,37	(0,13)	0,44	0,84	1,52	(0,05)	(0,19)	–	(0,15)	(0,39)	13,16
30 juin 2023	11,18	0,35	(0,12)	0,11	0,91	1,25	(0,04)	(0,17)	–	(0,18)	(0,39)	12,03
30 juin 2022	12,66	0,30	(0,13)	0,16	(1,19)	(0,86)	(0,01)	(0,18)	(0,46)	–	(0,65)	11,18
30 juin 2021	11,56	0,27	(0,13)	0,65	0,70	1,49	–	(0,14)	–	(0,26)	(0,40)	12,66
30 juin 2020	11,77	0,21	(0,13)	(0,08)	0,14	0,14	(0,02)	(0,14)	(0,26)	–	(0,42)	11,56
Série FH (en USD)												
30 juin 2024	12,11	0,37	(0,13)	0,62	1,17	2,03	(0,05)	(0,19)	–	(0,10)	(0,35)	13,38
30 juin 2023	11,16	0,35	(0,12)	0,85	0,61	1,69	(0,04)	(0,18)	–	(0,14)	(0,36)	12,11
30 juin 2022	12,52	0,33	(0,13)	0,57	(1,17)	(0,40)	(0,01)	(0,15)	(0,41)	–	(0,57)	11,16
30 juin 2021	11,37	0,27	(0,13)	(0,73)	1,02	0,43	–	(0,13)	–	(0,22)	(0,35)	12,52
30 juin 2020	11,45	0,21	(0,13)	0,50	0,16	0,74	(0,02)	(0,13)	(0,25)	–	(0,40)	11,37
Série I												
30 juin 2024	11,74	0,36	(0,04)	0,42	0,81	1,55	(0,11)	(0,22)	–	(0,13)	(0,46)	12,86
30 juin 2023	10,91	0,34	(0,04)	0,11	0,88	1,29	(0,08)	(0,21)	–	(0,17)	(0,46)	11,74
30 juin 2022	12,36	0,30	(0,04)	0,16	(1,16)	(0,74)	(0,03)	(0,24)	(0,45)	–	(0,72)	10,91
30 juin 2021	11,28	0,26	(0,04)	0,63	0,69	1,54	–	(0,22)	–	(0,24)	(0,46)	12,36
30 juin 2020	11,49	0,21	(0,04)	(0,08)	0,15	0,24	(0,07)	(0,17)	(0,26)	–	(0,50)	11,28

- 1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ». Pour la série FH, les données sont présentées en dollars américains. Pour toutes les autres séries, les données sont présentées en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle du Fonds.
- 2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.
- 3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$)
Série A							
30 juin 2024	886 798	78 553 488	2,01	2,01	0,06	43,06	11,29
30 juin 2023	767 598	73 168 838	2,01	2,01	0,05	32,24	10,49
30 juin 2022	690 529	69 663 017	2,00	2,01	0,04	46,95	9,91
30 juin 2021	667 247	59 458 730	2,00	2,02	0,07	59,16	11,22
30 juin 2020	538 528	51 738 522	2,00	2,07	0,09	61,65	10,41
Série F							
30 juin 2024	1 088 737	82 761 300	0,91	0,91	0,06	43,06	13,16
30 juin 2023	1 026 076	85 320 107	0,91	0,91	0,05	32,24	12,03
30 juin 2022	1 016 152	90 871 165	0,91	0,91	0,04	46,95	11,18
30 juin 2021	1 132 611	89 484 396	0,91	0,91	0,07	59,16	12,66
30 juin 2020	989 684	85 587 257	0,92	0,92	0,09	61,65	11,56
Série FH (en USD)							
30 juin 2024	5 069	378 776	0,91	0,91	0,06	43,06	13,38
30 juin 2023	4 659	384 741	0,90	0,90	0,05	32,24	12,11
30 juin 2022	5 244	469 774	0,90	0,90	0,04	46,95	11,16
30 juin 2021	6 208	496 052	0,90	0,90	0,07	59,16	12,52
30 juin 2020	4 946	435 119	0,91	0,91	0,09	61,65	11,37
Série I							
30 juin 2024	203 611	15 832 600	0,18	0,18	0,06	43,06	12,86
30 juin 2023	214 356	18 251 429	0,18	0,18	0,05	32,24	11,74
30 juin 2022	216 343	19 823 149	0,18	0,18	0,04	46,95	10,91
30 juin 2021	245 315	19 845 972	0,18	0,18	0,07	59,16	12,36
30 juin 2020	220 728	19 563 679	0,19	0,19	0,09	61,65	11,28

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autre [†] (%)
Série A	1,65	58,5	41,5
Série F	0,65	—	100,0
Série FH	0,65	—	100,0
Série I*	s. o.	—	—

* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

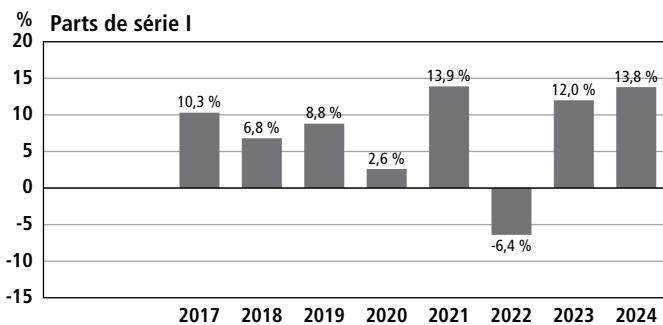
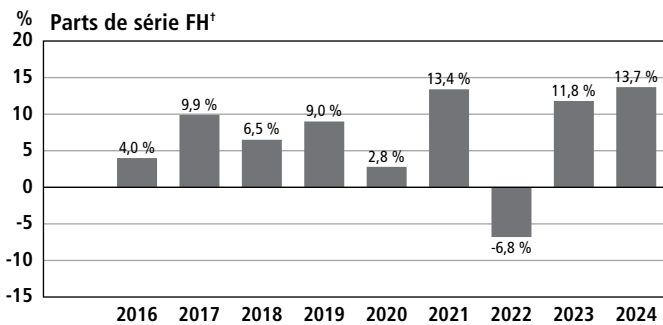
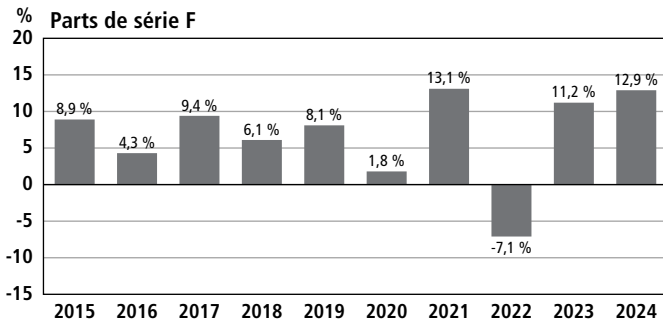
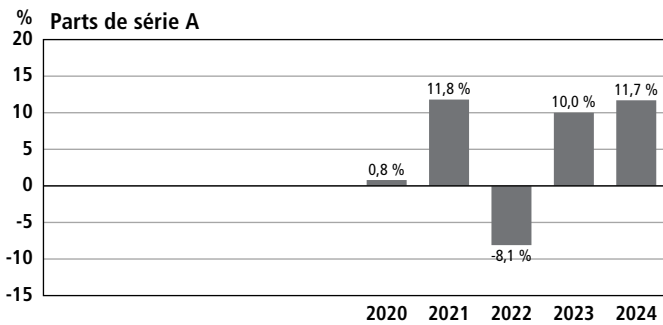
Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.

(exercices clos les 30 juin)



† Les rendements de la série FH sont établis selon la valeur liquidative par titre en dollars américains.

Rendements annuels composés

Le tableau des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

	Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Parts de série A	% 11,7	4,1	4,9	-	6,1
Indice de référence mixte*	% 14,2	5,3	7,6	-	8,5
Indice composé S&P/TSX	% 12,1	6,0	9,3	-	10,2
Indice FTSE Canada					
Universe Bond	% 3,7	-1,8	0,0	-	1,5
Parts de série F	% 12,9	5,3	6,1	6,7	-
Indice de référence mixte*	% 14,2	5,3	7,6	7,7	-
Indice composé S&P/TSX	% 12,1	6,0	9,3	6,9	-
Indice FTSE Canada					
Universe Bond	% 3,7	-1,8	0,0	1,9	-
Parts de série FH	% 13,7	5,8	6,7	-	6,7
Indice de référence mixte*	% 14,2	5,3	7,6	-	7,2
Indice composé S&P/TSX	% 12,1	6,0	9,3	-	7,3
Indice FTSE Canada					
Universe Bond	% 3,7	-1,8	0,0	-	1,4
Parts de série I	% 13,8	6,1	6,9	-	7,5
Indice de référence mixte*	% 14,2	5,3	7,6	-	7,8
Indice composé S&P/TSX	% 12,1	6,0	9,3	-	9,1
Indice FTSE Canada					
Universe Bond	% 3,7	-1,8	0,0	-	1,4

* L'indice de référence mixte du Fonds est composé à 20 % de l'indice composé S&P/TSX, à 20 % de l'indice Solactive GBS Developed Markets Large & Mid Cap Index (en CAD), à 20 % de l'indice S&P 500 et à 40 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada.

Description des indices

Indice des obligations universelles FTSE Canada – Cet indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière est composé d'obligations de sociétés et d'État à taux fixe de catégorie investissement, émises au Canada, libellées en dollars canadiens et dont le terme à courir est d'au moins un an. L'indice est pondéré en fonction de la capitalisation boursière.

Indice S&P 500 (en CAD) – Cet indice pondéré selon la capitalisation boursière permet de mesurer la performance de l'économie américaine au moyen des variations de la valeur de marché globale de 500 titres représentatifs de tous les principaux secteurs.

Indice composé S&P/TSX – Cet indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto.

Indice Solactive GBS Developed Markets Large & Mid Cap Index (en CAD) – L'indice suit le rendement des titres à grande et moyenne capitalisation, qui représentent approximativement 85 % de la capitalisation boursière flottante des marchés développés.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de ses indices de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Actions	63,6
Fonds sous-jacents	34,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
Autres éléments d'actif (de passif) net	0,8

Par pays / région ¹⁾	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Canada	48,9
États-Unis	33,1
Royaume-Uni	2,8
Suisse	2,7
Japon	2,0
Pays-Bas	1,9
Danemark	1,8
Allemagne	1,5
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
Israël	0,8
France	0,8
Belgique	0,5
Taiwan	0,5
Espagne	0,5
Australie	0,4

Par secteur ¹⁾²⁾	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Fonds de titres à revenu fixe	34,6
Technologies de l'information	13,9
Finance	11,1
Industrie	9,1
Soins de santé	7,5
Consommation de base	4,6
Services de communication	4,3
Énergie	3,8
Consommation discrétionnaire	3,2
Immobilier	2,3
Matériaux	2,0
Services aux collectivités	1,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0

25 principaux titres en portefeuille	Pourcentage de la valeur liquidative [†]
Mandat privé de stratégies actives de crédit Dynamique, série O	12,1
Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique, série O	11,4
Mandat privé tactique d'obligations Dynamique, série O	11,0
Microsoft Corporation	3,4
Apple Inc.	2,6
Alphabet Inc., cat. A	2,3
Novo Nordisk A/S, CAAE	1,8
Oracle Corporation	1,6
JPMorgan Chase & Co.	1,6
Stryker Corporation	1,4
Eli Lilly and Company	1,1
NVIDIA Corporation	1,1
Banque Royale du Canada	1,1
Walmart Inc.	1,0
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	1,0
Meta Platforms, Inc., cat. A	0,9
Mastercard Incorporated, cat. A	0,9
Shell PLC, CAAE	0,9
Amazon.com, Inc.	0,9
Exxon Mobil Corporation	0,8
TJX Companies, Inc.	0,8
La Banque Toronto-Dominion	0,8
Berkshire Hathaway Inc., cat. B	0,7
Canadian Natural Resources Limited	0,7
Broadcom Inc.	0,7

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.

2) Compte non tenu des obligations et des débetures.

† Ceci se réfère à la valeur liquidative transactionnelle.